

www.delaplanete.org / No 14 mars-avril 2004

## **MESDAMES, VOUS N'AVEZ PAS LE CHOIX** **Comment des extrémistes se sont emparés** **de l'enjeu de la planification familiale aux Etats-Unis**

traduit de *World Watch*  
Par Don Hinrichsen  
Illustrations : William Bramhall



Chaque vendredi matin, Stirling Scruggs reçoit un fax que l'envoyeur, une organisation du nom de C-FAM, avait ou n'avait pas l'intention de lui envoyer. C-FAM (*Catholic Family and Human Rights Institute*) est

l'Institut pour la famille catholique et les droits de la personne, basé à New-York, à proximité des Nations Unies, un groupe qui travaille en coulisses contre l'avortement, et qui s'est imposé comme l'une des factions les plus vociférantes dans ce qu'on appelle aux Etats-Unis les « guerres culturelles ». Né au Tennessee, Scruggs, qui ressemble davantage à un chanteur de musique country de l'Ouest qu'au superviseur d'une division entière des Nations Unies, n'aime pas du tout ce qu'il voit. En tant que directeur de la Division des Nations Unies pour l'information et les relations extérieures du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), c'est son travail de vérifier la désinformation disséminée aux Etats-Unis et à l'étranger par un réseau d'organisations contre l'avortement qui travaillent dans l'ombre et dont C-FAM fait partie. Ce qu'il voit arriver aujourd'hui est effarant.

Le fax qui vient d'arriver allègue que le Fonds des Nations Unies pour la population a été complice de la stérilisation forcée de femmes pauvres autochtones au Pérou durant la présidence d'Alberto Fujimori. L'allégation vient d'un autre groupe du réseau qui s'appelle l'Institut pour la recherche sur les populations (PRI), basé dans la ville de Front Royal en Virginie, une ville plus connue pour ses installations équestres. Cette affirmation, nous dit Scruggs, est une « totale fiction ». Il explique que C-FAM relaye les accusations du PRI dans le cadre d'une campagne orchestrée pour discréditer les Nations Unies en général et le Fonds des Nations Unies pour la population en particulier. Il fait remarquer que le PRI n'a inclus aucune preuve de ces accusations. Ne perdant pas de temps, il appelle ses collègues du Fonds à Lima, les alertant du foin que va inévitablement causer cette histoire et leur demandant de coordonner toute réponse avec son bureau.

L'utilisation du télécopieur plutôt que du courrier électronique peut paraître vieillot, mais l'influence du groupe n'en est pas moins calculée et efficace. La « télécopie de désinformation du vendredi », comme l'appelle Scruggs, désabusé, est envoyée à un réseau d'autres groupes partageant les mêmes idées, et qui vont à leur tour faire de leur mieux pour provoquer la rage d'individus contre l'avortement dans le monde. Ce message va également à certains membres du Congrès américain et à des éléments choisis des médias sur lesquels on peut compter pour défendre la position du groupe contre le choix de femmes.

Cette position, à en croire Scruggs, ne se résume pas simplement à une opposition féroce à l'avortement. Mais la rhétorique anti-avortement

est une sorte de code pour quelque chose de plus envahissant: « Ces groupes ne sont pas uniquement contre l'avortement, ils sont contre les femmes, et ils s'opposent aux politiques de maîtrise des populations et à tout programme allant dans ce sens. Ils nous haïssent parce que nous avons été très efficaces dans la promotion des droits des femmes en fournissant aux communautés pauvres l'information et les moyens pour planifier volontairement leurs familles. Ce qui est grave, c'est que de réfuter ces mensonges fait perdre un temps précieux à nos employés – du temps que nous pourrions mettre à profit pour mener à bien notre mandat, à savoir sauver la vie de femmes, d'hommes et d'adolescents pauvres. »

Derrière leur nom à résonance anodine et leurs prétentions à représenter les intérêts « pour-la-vie » (*pro-life*), C-FAM et son réseau de groupes partageant les mêmes idées – les autres incluent *Pro-Life Action League*, *American Life League*, *Campaign Life Coalition*, *Concerned Women for America*, et *National Right to Life Committee* – ont mené un lobbying intensif contre le droit des femmes de décider si elles souhaitent ou non avoir des enfants. Apparemment, C-FAM a été créé pour suivre les activités des Nations Unies dans les domaines de la population et de la santé génésique. Mais selon les enquêtes menées par d'autres groupes, dont les Catholiques pour le droit de choisir (*Catholics for a Free Choice*), ce que C-FAM s'efforce vraiment de faire est de mener une campagne de désinformation contre le système de Nations Unies, de perturber les rencontres, et d'étiqueter toutes les agences et les ONG engagées dans la santé génésique et dans des initiatives de planification familiale dans les pays en développement comme des organisations « anti-famille ».

« Nous tentons d'apporter surveillance et clarté sur la pratique cachée du massacre d'enfants. »  
*Chris Smith, Monsieur anti-avortement au Congrès*

Le président de C-FAM, Austin Ruse, fait partie d'un nombre croissant de personnalités qui se déclarent disposées à réduire toute aide aux pays en développement par des organisations qui auraient le malheur de mentionner ne seraient-ce que les mots



« planification familiale », « santé génésique », « droits des femmes », ou « choix libre et informé ». Il aurait affirmé à ses supporters que la santé génésique n'est « qu'une couverture pour les défenseurs de l'avortement » et que les efforts visant à améliorer la santé génésique et à établir des droits pour les femmes pauvres sont un « complot des féministes » pour « détruire la famille ». Une cible très prisée par Ruse est la Plate-forme d'action de Pékin, produit de la Quatrième conférence mondiale sur la femme qui s'est tenue en Chine en 1995. Avec un langage contrasté, typique des rapports des délégués qui participent aux réunions des Nations Unies, mais dont le message n'échappe à personne, la plate-forme appelle à « éradiquer le poids persistant, et qui s'aggrave, de la pauvreté infligée aux femmes ; d'éliminer les obstacles à la participation entière des femmes dans la vie publique et dans le processus de décision ; d'éliminer toutes les formes de violence à leur encontre ; d'assurer aux fillettes et aux femmes le même accès à l'éducation et aux services de santé que les hommes ; de promouvoir l'autonomie économique des femmes ; d'encourager un partage équitable des responsabilités familiales. » Pour Ruse, c'est là « *un des documents parmi les plus radicaux et les plus dangereux que l'on puisse imaginer* ».

On ne sait trop si Ruse est un de ces militants fanatiques du Montana qui croient qu'une escadrille d'élite des Nations Unies va arriver de nuit dans des hélicoptères noirs (New York n'est pas le Montana, après tout), mais il n'est en tout cas pas seul à tenir ce discours paranoïaque. Son appréciation la plate-forme de Pékin, jugée extrêmement « dangereuse », ne peut être simplement repoussée avec mépris par les gens comme Scruggs. C-FAM et le PRI font partie d'un regroupement d'organisations au maillage serré qui s'efforce, selon un officiel de USAID (Agence américaine pour le développement international), de « démanteler trente années de progrès dans l'assistance aux populations ». Les deux structures furent fondées et financées par la même organisation parentale – *Human Life International* (HLI), un rejeton de *Human Life International Canada*. Les bureaux de *Human Life International* sont voisins de ceux du PRI à Front Royal.

Le pit-bull de cet assemblage labyrinthique est le PRI, créé en 1989 par le prêtre bénédictin Frère Paul Marx, président à l'époque de *Human Life International*. Au milieu des années quatre-vingt-dix, Marx a recruté un homme appelé Steven Mosher pour diriger le PRI. Marx est surtout connu pour son assertion selon laquelle le succès des droits à

l'avortement aux Etats-Unis et ailleurs est le résultat du travail des juifs. Dans un bulletin publié à l'intention de ses supporters en 1993, Marx écrit : « Aujourd'hui, certains membres de ce peuple, dont la religion et la culture ancienne ont réussi à survivre à Auschwitz et à Buchenwald, président au plus grand Holocauste de l'histoire du monde. Les Juifs américains sont à l'origine et défendent avec succès l'anéantissement de plus de 30 millions d'enfants avant leur naissance [sic]. »



*« Lorsque quelqu'un aperçoit une femme à l'évidence en détresse amenée dans une clinique d'avortement, il peut appeler un officier de la police fédérale. L'officier va alors enquêter sur la clinique et sur la raison pour laquelle un crime est sur le point d'être commis. Lorsqu'il s'agit d'un crime, il n'y a aucune nécessité d'un mandat pour effectuer des recherches. »*

*Steven Mosher, du PRI*

Mosher, l'homme que Marx allait donc recruter pour diriger PRI, commença sa vie d'adulte comme un étudiant en apparence sérieux, commençant un programme de doctorat en anthropologie à l'Université de Stanford. Or, il fut expulsé du programme pour s'être engagé dans ce que l'université a qualifié de « conduite illégale et gravement non éthique », mettant en danger « les personnes faisant l'objet de sa recherche ». Bien qu'on ne sache pas clairement ce que Mosher étudiait initialement en Chine, on sait qu'il commença s'intéresser aux pratiques de contrôle de la population du pays, qui était très rigides dans les années soixante-dix et quatre-vingts. Ses observations là-bas ont peut-être déterminé le ton de ses opinions postérieures, parce qu'il y a été témoin d'avortements forcés et tardifs de femmes contre leur volonté. Mosher a publié des photos de certaines de ces femmes dans un magazine à Taiwan, mais en négligeant de dissimuler leur visage – dénonçant ainsi la pratique, mais exposant également les femmes à des représailles de la part des autorités chinoises (ces photos pouvaient être jugées comme la preuve de leur collaboration avec Mosher).

Mosher s'est ensuite transformé pour devenir celui qu'il est aujourd'hui : véhément contre l'avortement et contre la Chine. Il croit également – avec quelques-unes des ces milices masculines du Montana – que l'ONU est une conspiration mondiale visant à imposer un « nouvel ordre mondial » à la communauté des nations. Un élément de ce nouvel ordre mondial, soutient-il, consiste en un plan utilisant la planification familiale comme une manière « de réduire *sélectivement* la population de la planète à un nombre qui soit gérable ».

### **Les responsables de la planification familiale en ligne de mire**

Au cours des années quatre-vingt-dix, les points de vue de Mosher, de Ruse et de leur réseau ont fait une percée constante mais discrète dans l'opinion d'un Congrès américain de plus en plus conservateur. Aussi longtemps que Bill Clinton était à la Maison Blanche, ces opinions étaient ignorées par l'administration. Avec l'arrivée de George W. Bush cependant, la balance pencha soudainement dans l'autre sens. Chef des relations extérieures au FNUAP, Richard Snyder fait remarquer que « ces groupes ont été actifs depuis une décennie. Ce qui a changé, c'est qu'aujourd'hui ils disposent d'une oreille attentive à la Maison Blanche. » Dès le moment où la Cour suprême a décidé que Bush était élu président, les campagnes contre le libre choix ont passé la vitesse supérieure. Dès sa première journée à la présidence, Bush leur donna leur première récompense – il réactiva une politique discréditée de l'ère Reagan appelée « la loi globale du bâillon » (global gag rule), selon laquelle aucune organisation ne peut recevoir d'assistance pour la planification familiale des Etats-Unis si elle pratique l'avortement, si elle donne des conseils ou des recommandations au sujet de l'avortement, ou si elle milite pour rendre l'avortement légal ou plus accessible dans le pays où elle opère.

La prochaine cible à proposer à la Maison Blanche était le FNUAP. Le Congrès alloua 34 millions de dollars US au Fonds pour la population en 2002. Mais Mosher publia un rapport dans lequel il alléguait que l'aide accordée au FNUAP était utilisée pour pratiquer des stérilisations et des avortements forcés. Le représentant républicain du New Jersey au Congrès, Chris Smith, qui a construit sa réputation en discréditant les Nations Unies, a sauté en l'air à la lecture de ce rapport – bien que celui-ci ne contînt aucune preuve solide, et apparût plutôt comme la somme des mauvais souvenirs ramenés de Chine par Mosher vingt ans plus tôt. Smith expédia une lettre à Bush insistant pour que ce financement soit retenu. Bush, qui n'a pourtant pas pour habitude de se laisser dissuader d'une action par manque de preuves tangibles (!),

décida de retenir les fonds. Il donna pour raison l'Amendement Kemp-Kasten à la loi sur l'assistance à l'étranger de 1985 qui stipulait qu'aucun fonds ne pouvait être alloué à une organisation ou un programme « qui soutient ou participe à la gestion d'un programme d'avortement ou de stérilisation pratiqué sous la contrainte. »

L'action a été dénoncée par des dizaines de législateurs états-uniens. Parmi ceux-ci, la démocrate Carolyn Maloney, représentante de la Ville de New York, qui a déclaré : « Ce que je trouve le plus ridicule c'est que Bush a retenu les 34 millions de dollars en s'appuyant uniquement sur le témoignage du PRI, une branche d'un réseau d'extrême droite. Le PRI est la seule organisation à avoir lancé ces accusations. L'administration va contre la volonté du Congrès et de la communauté internationale en permettant à une petite bande d'extrémistes de paralyser sa politique étrangère. »

La « petite bande d'extrémistes » fait bien davantage que paralyser la politique étrangère des Etats-Unis. Le PRI et ses ramifications tentent de remodeler la politique pour qu'elle entre dans le cadre de leur propre nouvel ordre triomphal du monde – dans l'espoir de renverser des décennies de progrès des agences de l'ONU, des ONG, et de groupes communautaires. Opérant pour l'essentiel en coulisses, ces extrémistes ont contribué à persuader l'administration Bush de retirer leurs fonds aux principales organisations internationales qui travaillent dans le domaine de la santé génésique et de la planification familiale.

La campagne a commencé avant que Bush n'arrive au pouvoir. Bill Clinton avait défendu l'augmentation des contributions américaines aux agences de l'ONU et aux ONG qui travaillent dans le domaine de la santé génésique et la planification familiale à hauteur de 1 milliard de dollars par année, mais il fut incapable d'obtenir l'aval d'un Congrès contrôlé par les Républicains. En 2002 le Conseil mondial de la santé (Global Health Council) a conclu qu'en raison du manque de financement, entre 1995 et 2002, 300 millions de femmes ont eu des grossesses non souhaitées et près d'un million sont mortes suite à des avortements bâclés, à des maladies et des complications liées aux grossesses. L'Organisation mondiale de la santé confirme que plus d'un demi-million de femmes meurent chaque année de causes liées à la grossesse, et que 90% de ces décès pourraient être évités si les femmes avaient accès à des agents de santé formés ou à des services obstétriques d'urgence.

« Les femmes... ont besoin d'eau propre, d'aliments, et de soins de base pour elles-mêmes et leurs enfants – pas du 'droit' de détruire violemment leurs enfants avant qu'ils soient nés. »

Jeanne Head, International Right-To-Life Federation.

Depuis le premier jour où Bush s'est assis dans le bureau ovale, ses décisions dans le domaine de la planification familiale et des populations semblent avoir été guidées uniquement par l'idéologie, en ne tenant quasiment aucun compte de ce qui se passe réellement dans les pays en développement. Après la



publication du rapport du PRI sur la Chine, par exemple, quelques délégations indépendantes de haut niveau ont été envoyées en Chine pour vérifier les accusations du PRI, et leurs conclusions furent envoyées à Bush – qui les ignora.

Nick Biegman, un ancien ambassadeur des Pays-Bas à l'OTAN, ayant derrière lui une longue carrière au service de l'ONU, dirigeait la première délégation, sous les auspices des Nations Unies. A son retour Biegman a écrit que « le FNUAP (était) très engagé à aider le gouvernement chinois à remplir ses obligations dans le cadre du Programme d'action du Caire, programme fondé sur une approche entièrement *volontaire* de la planification familiale » (nous ajoutons les italiques). Dans les 32 pays pilotes où le FNUAP travaille avec la Commission nationale pour la planification familiale et la maîtrise des populations afin d'éliminer objectifs et quotas et introduire à la place des améliorations aux services offerts, dont l'accès à une large gamme de contraceptifs, Biegman observe que le Fonds « permettait aux programmes de planification familiale chinois de proposer des services d'une meilleure qualité en s'appuyant sur des consentements choisis et informés ». La Chine a beaucoup changé depuis les années quatre-vingts, mais dans l'esprit de Steven Mosher – et maintenant dans celui de Bush – le cauchemar continue.

L'enquête de Biegman ne fut pas la seule à trouver une disparité abyssale entre le point de vue de la Maison Blanche et la réalité. Trois autres missions indépendantes sont arrivées aux mêmes résultats que Biegman. En avril 2002, un groupe composé de trois parlementaires britanniques – dont un catholique conservateur – ont fait une visite en Chine et n'ont découvert aucun fait tangible à même de prouver que le FNUAP se serait mis en faute. Le mois suivant, une équipe de trois personnes fut envoyée par le Département d'État américain. Ses conclusions furent embarrassantes pour Bush : l'équipe américaine n'a trouvé « aucune preuve que le FNUAP aurait de son gré soutenu ou participé à la gestion d'un programme comportant des avortements forcés ou pratiquant la stérilisation involontaire en République populaire de Chine. En fait, le FNUAP a fait connaître sa forte opposition à de telles pratiques ». Pour tout dire, depuis une décennie, 160 missions d'observation des Nations Unies ont été effectuées en République populaire de Chine. Aucune n'a confirmé ce que dénonce le PRI, qui a mis le membre du Congrès Smith dans tous ses états, et galvanisé George Bush au plus haut point.

Une autre mission indépendante, mise sur pied par les Catholiques pour le libre choix (*Catholics for a Free Choice*), fit partir pour la Chine en septembre 2003 une équipe composée de neuf dirigeants d'organisations de croyants et d'éthiciens. Leurs conclusions sont sans équivoque : « Sur la base de nos rencontres avec les responsables de la planification familiale, nous pouvons dire avec confiance que tous les programmes avec lesquels le FNUAP travaille présentement s'engagent à éviter toute pratique forcée d'avortement ou de stérilisation involontaire. »



*« Les politiciens qui n'utilisent pas la bible pour guider leur vie, publique et privée, n'ont pas leur place aux commandes de ce pays »*

*Beverly Lahaye, directrice de l'association « Femmes impliquées pour l'Amérique », qui compte 600'000 membres.*

Pourquoi l'administration Bush est-elle si silencieuse au sujet de ces conclusions ? Ronald Green, directeur du Département d'étude

des religions au Collège Dartmouth (New Hampshire) et membre de la délégation en 2003 offre un élément de réponse:

« L'administration Bush a fait du FNUAP un mouton sacrificiel offert à la droite religieuse américaine. C'est de la politique électoraliste immensément stupide. Ces groupes ne s'opposent pas uniquement à l'avortement, ils sont contre la planification familiale et la santé génésique en générale. Leurs positions (...) ne reposent en fait sur aucune base. »

### **Le décompte des morts dont votre chaîne de l'information ne parle pas**

Considérant les dommages dont les politiques d'aveuglement volontaire sont la cause – dans tous les domaines, depuis la mortalité maternelle jusqu'à l'éducation des fillettes en passant par la formation des parents –, plusieurs observateurs à Washington se sont demandé pourquoi au fait ces politiques ont été appliquées avec un tel esprit de vengeance. Pour Robert Sheer, chroniqueur au *Los Angeles Times*, la raison est claire : « Les femmes d'autres pays ne peuvent voter aux élections américaines » écrit-il, « mais les membres du *National Right to Life Committee* non seulement votent, mais ils font des dons aux candidats et aux comités d'action politique... Plus que toute autre dont nous puissions nous souvenir, cette administration se caractérise par une politique étrangère menée en premier lieu en fonction de considérations de politique intérieure à caractère clintéliste. » Brian Dixon, directeur des relations avec les gouvernements pour l'ONG *Population Connection* basée à Washington D.C., abonde dans le même sens : « Depuis le premier jour de l'administration Bush, un principe guide les décisions de sa politique étrangère : apaiser la base de droite aux opinions anti-avortement. Avec pour résultat de saper la santé des femmes dans le monde entier. »

Une des explications apportées aux raisons de cette action véhémente et rigoureuse contre les femmes, c'est qu'en ouvrant les portes de la Maison Blanche à une direction religieuse (le conseiller de Bush Karl Rove a mis en place un 'Bureau pour les initiatives en provenance des croyants et des communautés' à l'intérieur de la Maison Blanche), l'administration a libéré une retenue contre les inondations. L'économiste Jeffrey Sachs, directeur du *Earth Institute* à l'Université Columbia de New York, estime qu'en laissant ainsi les fanatiques religieux passer le pas de porte de la politique, Bush viole la Constitution. Sachs a écrit récemment dans le magazine *New Scientist* :

« Il y a plus de 200 ans que l'église et l'État ont été officiellement séparés aux Etats-Unis, mais quiconque jette un œil sur la politique étrangère américaine sous l'administration Bush constatera que cette doctrine constitutionnelle fondamentale est menacée. La droite religieuse, poursuit-il, a trouvé une oreille attentive à la Maison Blanche comme jamais auparavant. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il est question de la politique américaine au sujet du développement international, rongée par une opposition évangélique à la planification familiale et à l'utilisation des préservatifs pour combattre le virus du SIDA. »

Bien que chaque étude scientifique s'étant penchée sur la question ait conclu que le préservatif restait la méthode la plus efficace pour réduire de moitié l'épidémie de SIDA et d'autres maladies sexuellement transmissibles (MST), le régime de Bush a conclu une alliance implicite avec le Vatican pour apporter son soutien uniquement aux programmes reposant sur l'abstinence. Conséquence immédiate, la chute importante du nombre de préservatifs envoyés aux pays pauvres en développement par USAID, qui, sous l'administration Clinton, était un de deux plus grands pourvoyeurs de préservatifs au monde (l'autre était le FNUAP). Selon une ONG qui a son siège à Washington (DC), *Population Action International*, les politiques partisans de Bush ont mit fin à des envois de préservatifs et d'autres fournitures contraceptives qui sauvaient des vies dans 16 des pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie et du Pacifique. Les agences de planification familiale dans 13 autres pays, pratiquement tous en Afrique subsaharienne, ne reçoivent plus de préservatifs et de contraceptifs de USAID parce qu'elles refusent de se plier aux conditions fixées par la « loi globale du bâillon ». Avec des fonds insuffisants, les gouvernements donateurs ne fournissent plus qu'un huitième du nombre de préservatifs nécessaires pour combattre efficacement la diffusion du virus du SIDA.

« Ces politiques mal conçues et dangereuses coûtent des vies humaines, elles n'en sauvent pas » s'alarme Steven Sindings, directeur général de la Fédération internationale pour la planification familiale (*International Planned Parenthood Federation, IPPF*), basée à Londres. L'IPPF, la plus grande organisation volontaire du monde à offrir des services de santé génésique et de planification familiale aux femmes, aux hommes et aux adolescents, est active dans 182 pays. Résultat de « loi globale du bâillon »: la Fédération perd au minimum 18 millions de dollars par année de financement américain ; au total 75 millions de dollars dans les 4 à 8 ans à venir.

L'IPPF prédit que le nombre de femmes qui meurent d'avortements pratiqués dans de mauvaises conditions chaque année – ce chiffre est estimé au minimum à 70'000 par l'Organisation mondiale de la santé – va augmenter du fait des politiques de Bush. Rendre l'avortement illégal, ou difficile à obtenir, n'arrête pas la pratique de l'avortement. Aux Philippines, une nation majoritairement catholique où les avortements sont complètement illégaux, l'IPPF évalue à un demi-million le nombre d'avortements. Plusieurs sont pratiqués dans des conditions peu sûres et dans de mauvaises conditions sanitaires. Dans un seul hôpital à Addis-Abeba, la capitale de l'Ethiopie – un autre pays où l'avortement est illégal – une étude a démontré que la moitié des décès de femmes étaient dus à des avortements clandestins bâclés.

Peut-être que la pire tragédie de cette saga est la diminution dramatique des services de santé génésique et de la planification familiale pour les femmes pauvres – cruelle ironie du sort, ce sont justement les services qui pourraient leur éviter d'avoir recours à l'avortement. L'IPPF mentionne uniquement certains des programmes qu'elle a dû réduire : au Bangladesh, 14 cliniques dans des quartiers pauvres ont dû être fermées ; au Népal, plus de 700'000 de dollars ont été retirés à la planification familiale, à la sécurité maternelle et aux services pour la contraception ; au Cambodge plus de 3 millions de dollars ont été retirés à la prévention du SIDA et aux conseils dans ce domaine ; au Kenya trois cliniques traitant un bassin de 56'000 clients, essentiellement des femmes pauvres en âge de se reproduire, ont dû être fermées ; et dans l'Est du Népal, la branche locale d'IPPF a dû fermer ses cliniques et réduire ses services pour plus de 300'000 personnes, mettant en danger leur santé et leur bien-être.

D'autres ONG internationales, fortes de décennies d'expérience dans le développement des services de santé de qualité dans les régions les plus pauvres des pays émergents ont également vu leurs financements se réduire suite à la « loi globale du bâillon ». Par exemple, *Marie Stopes International* a dû fermer un service de clinique pour 300'000 personnes au Kenya dans la Vallée Mathare, une région frappée par la pauvreté. La clinique assurait le dépistage et le traitement des MST, le test du SIDA et un soutien aux personnes atteintes, ainsi que toute une gamme de services de base pour la planification familiale assortie de soins liés à la santé génésique. Apparemment, le fait qu'aucun avortement n'ait été pratiqué dans cette clinique ne revêt aucune importance aux yeux des opposants à l'avortement, pas plus que le fait qu'il n'y ait aucune autre clinique de santé dans la région. Pendant ce

temps, le taux de contamination du SIDA dans cette région, comme dans le reste de l'Afrique, augmente.

*« Hillary Clinton est la Reine conquérante aux Nations-Unies... Je parlais à un prêtre d'une délégation du Saint- Siège, et – je ne devrais pas vous dire cela, mais – il m'a garanti l'absolution si je la sortais, tout simplement – et pas simplement pour une soirée. »  
Austin Ruse, président de C-FAM*



Sur une plus grande échelle, le FNUAP estime que la perte de 34 millions de dollars, approximativement 13 % de son budget total, a un effet dévastateur sur les programmes dans certains pays parmi les plus pauvres où le Fonds travaille. Au Bangladesh, où près de 70 % des femmes enceintes ne reçoivent aucun soin médical avant, pendant ou après la naissance des enfants, les programmes de formation des médecins à la gestion des urgences obstétriques ont dû être annulés. Au Kenya, où le Fonds travaillait avec l'Eglise catholique dans un programme pour éviter que les adolescents ne contractent le virus du SIDA, le projet a dû être mis au placard lorsque son financement s'est tari. En tout, le FNUAP estime que 2 millions de grossesses non désirées, 800'000 avortements, et plus de 81'000 décès résulteront de la perte des financements américains.

### **La guerre de Bush contre les femmes**

Voici quelques-unes des actions prises par George W. Bush pour inverser les progrès réalisés aux Etats-Unis dans le domaine de la planification familiale et de soutien à la population :

Avant même de prendre ses fonctions, il a choisi un opposant fanatique à l'avortement, John Ashcroft, comme procureur général – donnant ainsi très tôt le signal de son intention de donner au gouvernement américain le pouvoir de décider comment le corps des femmes doit être utilisé plutôt que de laisser les femmes choisir.

Dès sa première journée comme président, il a rétabli la « loi du bâillon » (gag rule) de l'ère Reagan – retirant les fonds américains pour la planification familiale internationale.

Trois mois plus tard, fermeture du Bureau de la Maison blanche pour l'encouragement des initiatives féminines.

Dans son premier budget, il élimine la couverture contraceptive pour les employés de l'administration fédérale.

Il entreprend une campagne visant à remplir les cours fédérales de juges féroce­ment opposés au contrôle des naissances et au choix des femmes.

Choix de Patricia Fuderburk Ware, inconditionnelle de l'éducation et de la prévention par « l'abstinence uniquement » pour diriger le Presidential Advisory Council, bureau de conseil présidentiel pour les questions du SIDA.

S'est joint aux nations pratiquant l'oppression extrême des femmes (une liste qui correspond pratiquement à l'axe du mal dont l'Irak et l'Iran, la Syrie, la Libye et le Soudan) pour bloquer le consensus atteint aux Nations Unies sur l'éducation sexuelle.

Annonce de nouvelles lois rendant les fœtus susceptibles de recevoir des soins pré-natals – mais n'assurant aucune couverture pour les femmes enceintes – éliminant ainsi le foetus en lui donnant le statut de personne, mais réduisant le rôle des femmes à celui « d'hôtesse » ou de femelle porteuse.

Nomme une commission visant à vider de son contenu la loi assurant des programmes athlétiques pour les filles et les femmes. Vous souvenez-vous des années cinquante lorsque les filles ne jouaient pas au football ou au basket-ball ?

Retire au Fonds des Nations Unies pour la population 34 millions de dollars de financement pour le contrôle des naissances, les soins à la mère et aux enfants, la prévention du SIDA.

Rejette la participation américaine au traité sur les droits de la femme (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes), déjà ratifié par 170 pays.

Rejet du financement par la Congrès de programmes visant à soutenir la santé des femmes en Afghanistan, où les taux de mortalité maternelle sont parmi les plus élevés du monde.

Extension de la « loi du bâillon » à tous les programmes internationaux de planification familiale.

*Sources : Fédération américaine pour la planification familiale et Population Connection.*

Stirling Scruggs estime que le FNUAP a perdu entre 500 et 600 millions de dollars depuis les changements fondamentaux de la politique américaine concernant les populations en 1986, des fonds qui auraient pu faire avancer la santé et les droits de la femme dans le monde. « C'est triste, lorsqu'on pense que les Etats-Unis furent le principal acteur dans la création du FNUAP durant l'administration Nixon » fait remarquer Scruggs. « Le FNUAP est devenu ce que les USA avaient imaginé, à savoir la première organisation dans le domaine de la santé et des droits génésiques dans le monde. » Mais aujourd'hui, cette réputation est menacée – non pas du fait d'improbables méfaits, mais à cause d'une campagne de désinformation. Selon Snyder du FNUAP, si les tactiques utilisées par C-FAM et le PRI sont une indication de ce qui est à venir, « alors il faut nous attendre à bien pire que des fausses accusations, la perte de financements, ou une rhétorique enflammée ».

En effet, le PRI et d'autres groupes fondamentalistes se rendent aujourd'hui directement dans les pays en développement pour diffuser leur désinformation, faisant usage de techniques utilisées par la CIA pour discréditer les gouvernements. Le PRI a envoyé Austin Ruse à Pristina au Kosovo il y a trois ans avec pour mission de colporter le message que le FNUAP était de connivence avec les Serbes, et que le Fonds pour la planification familiale était en fait une forme de « nettoyage ethnique ». Heureusement, une réaction rapide du FNUAP et d'organisations de soutien évitèrent une situation potentiellement meurtrière. « Nous étions dans une situation d'après conflit, opérant dans des conditions très difficiles » se rappelle Scruggs. « Si la rumeur avait persisté, nos collaborateurs auraient pu devenir des cibles. »

Le FNUAP, l'IPPF et d'autres organisations travaillant directement avec les populations se préparent à de pires moments encore. Pour Steve Sinding de l'IPPF, pour Scruggs du FNUAP, et pour d'autres qui ont travaillé dur sur les lignes de front du développement, ces coupures de financements en provenance du pays le plus riche du monde ne

représentent pas que des chiffres, mais des visages – comme celui de cette femme de 25 ans aux Philippines, qui est morte d'une hémorragie sur le chemin de l'hôpital, situé à 20 kilomètres de chez elle, parce que la clinique locale n'avait pas la formation ou l'équipement pour stopper ses saignements après qu'elle eut donné naissance à son sixième enfant en sept ans ; ou cette collégienne de 20 ans au Botswana, morte du SIDA pour ne pas avoir pu se procurer de préservatifs ; ou cette adolescente éthiopienne qui, forcée de donner la vie à l'âge infantile de 13 ans, a souffert de fistule – la destruction, durant l'accouchement, du rectum, de l'utérus et du vagin d'une femme, la laissant incontinente et causant des dommages internes dont les résidus s'écoulent par le canal vaginal et le long de ses jambes. Selon les Nations Unies, près de la moitié de toutes les femmes dans les pays en développement accouchent sans l'aide d'une personne formée à la médecine ou sans accès à des soins obstétriques d'urgence. « Nous faisons face à des vraies personnes et à leur besoins insatisfaits, pas à des statistiques » déclare Sinding. « Ces gestes sont le testament de la guerre que l'administration Bush a menée contre les femmes et de son mépris général pour leurs droits civils et humains fondamentaux. »

**Don Hinrichsen** *collabore comme rédacteur de People & Planet, un magazine en ligne réalisé à Londres. Les sources pour cet article se trouvent sur le site de Worldwatch : [www.worldwatch.org/pubs/mag/](http://www.worldwatch.org/pubs/mag/)*